



Mettant en garde contre «ceux qui cherchent à faire durer la crise»
Gaïd Salah insiste sur le retour rapide aux urnes

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Examen de 5^e année primaire

Les parents plus stressés que les élèves

Page 3

Votre quotidien national
 Quatorzième année - N° 4794 - Jeudi 30 mai 2019 - Prix : 10 DA

Pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les dangers qui les guettent
Les pharmaciens ont baissé rideau

Page 2

Le verrou d'Idleb

Par Mohamed Habili

Il a fallu que la guerre en Syrie touche à sa fin pour se figer autour d'Idleb, le dernier bastion de l'opposition armée, et de façon à donner à penser que la situation n'est pas près de se débloquer. Cette ville du nord a pourtant une particularité qui aurait dû faire de sa reconquête par l'armée syrienne et ses alliés, russes notamment, quelque chose de plus facile à enclencher que ce ne fut le cas ailleurs dans le pays. Aucune des grandes batailles qui ont scandé cette guerre n'a été facile à commencer, ni ensuite facile à reprendre à la rébellion, mais il a toujours suffi qu'elle débute pour qu'il soit certain qu'elle ne serait pas perdue ni qu'elle allait se prolonger indéfiniment. En Syrie, il a toujours suffi qu'une bataille commence pour être gagnée par ses initiateurs. Cela vaut davantage dans le cas d'Idleb, qui est tenue à 99% par une organisation que tout le monde considère comme terroriste, y compris la Turquie, ce qui veut tout dire. Pour que la Turquie consente à caractériser un groupe de terroriste, il faut qu'elle ne puisse faire autrement, il faut qu'il le soit au même degré que l'Etat islamique. Cette organisation est Hayat Tahrir el-Cham, l'ancienne Front Nosra, la section locale d'Al-Qaïda. Mais cela n'est pas là la seule particularité d'Idleb. Idleb fait partie d'une des quatre zones de désescalade convenues à Astana entre la Turquie, l'Iran et la Syrie. A ce titre, elle n'est pas défendue seulement par la rébellion, mais également par la Turquie, sous le contrôle de laquelle toute cette zone a été placée.

Suite en page 3

Sonatrach explique les procédures de vente

L'Algérie ne fournit pas gratuitement son gaz



Dans une note rendue publique avant-hier dans la soirée, le groupe Sonatrach récapitule à l'intention de l'opinion publique les procédures associées aux exportations de gaz vers l'étranger, et ce, en vue de définitivement mettre fin aux rumeurs et campagnes médiatiques de dénigrement dont fait l'objet le groupe pétro-gazier national selon lesquelles le gaz algérien est fourni gratuitement à certains de ses clients et partenaires, particulièrement français. Lire page 2

A quelques jours de l'Aïd
La mercuriale reste «brûlante»

Page 24

Pour dénoncer «l'attitude» des pouvoirs publics à l'égard du militant Fekhar



Marche de protestation à Ghardaïa

Page 24

Sonatrach explique les procédures de vente

L'Algérie ne fournit pas gratuitement son gaz

■ Dans une note rendue publique avant-hier dans la soirée, le groupe Sonatrach récapitule à l'intention de l'opinion publique les procédures associées aux exportations de gaz vers l'étranger, et ce, en vue de définitivement mettre fin aux rumeurs et campagnes médiatiques de dénigrement dont fait l'objet le groupe pétro-gazier national selon lesquelles le gaz algérien est fourni gratuitement à certains de ses clients et partenaires, particulièrement français.

Par Lynda Naili

Actuellement, le groupe Sonatrach est classé 8^e exportateur de gaz naturel liquéfié au niveau mondial, avec une capacité totale nominale de liquéfaction de l'ordre de 34 Gm³ annuellement. Pour exporter le gaz, Sonatrach a également développé un réseau de gazoducs : trois gazoducs internationaux.

Le premier gazoduc Transméditerranéen est connu également par Transmed (32.5 Gm³) ou encore gazoduc «Enrico Mattei» relie l'Algérie à l'Italie à travers la Tunisie. Les livraisons commerciales à partir de ce gazoduc ont commencé à partir du mois d'avril 1983.

Traçabilité dans les procédures d'exportation de gaz

De ce fait, pour toutes ces transactions commerciales, la Sonatrach, à travers cette note, explique les procédures associées aux exportations de gaz algérien vers l'étranger. Une note à travers laquelle elle réaffirme encore une fois que toutes les ventes de gaz à long terme sont régies par des contrats d'approvisionnement soumis au principe du «Take or Pay».

En plus clair, le principe du «Take or Pay» impose que l'acheteur est tenu de prendre livraison et de payer la quantité contractuelle ou de payer ladite quantité en cas de défaut d'enlèvement, a précisé la compagnie nationale des hydrocarbures dans un document dont nous détenons une copie.

Ces contrats et leurs amendements, explique le groupe, sont soumis à une procédure d'approbation comprenant en premier lieu l'accord des organes sociaux de l'entreprise (Conseil d'administration de Sonatrach) puis celui des autorités compétentes (approbation du ministère de l'Energie). «Toutes les exportations (GN et GNL) sont strictement encadrées par les réglementations en vigueur», souligne la Sonatrach, relevant qu'elles font l'objet d'une double déclaration douanière : la première est faite par Sonatrach au niveau des Douanes algériennes, la seconde est faite par le client au niveau des douanes du pays de destination. Et d'expliquer, à ce propos, que la déclaration en douane, pièce exigée dans le dossier d'exportation, faite par Sonatrach auprès des Douanes algériennes comprend les informations relatives au client, le prix, la quantité, la date de livraison, le navire/gazoduc et la facture domiciliée. Aussi, pour chaque volume de gaz naturel (GN) ou gaz naturel liquéfié (GNL) exporté, «les factures originales y afférentes sont trans-



misés aussi bien au client qu'à la Direction des finances pour exploitation, contrôle et suivi, à la Banque (BEA) pour domiciliation, aux terminaux de comptage et méthaniers (factures domiciliées pour déclaration douanière) et aux Douanes algériennes (une

facture domiciliée) pour contrôle et suivi», détaille le document de la Sonatrach qui ajoutera que «toutes les transactions sont «traçables au niveau de l'inspection principale aux hydrocarbures (IPH)». S'agissant de la détermination du prix de base du gaz

naturel par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures «Alnaft», Sonatrach est tenue de reporter mensuellement à cette agence les prix du gaz naturel pratiqués pour les exportations réalisées au cours du mois pré-

cédent, ainsi que les charges liées au transport (coûts de transport maritime et tarifs de transport par gazoduc), précise aussi la même source.

L. N.

— Pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les dangers qui les guettent —

Les pharmaciens ont baissé rideau

Après avoir observé un sit-in devant le ministère de la Justice, le 20 mai dernier, les pharmaciens d'officine ont baissé rideau durant la matinée d'hier, en signe de grève d'une demi-journée de 8h à 12h, pour revendiquer la révision de la loi relative à la classification des substances psychotropes et la libération des pharmaciens détenus pour leur vente. «C'était écrit, l'heure est venue. L'heure de la mobilisation nationale des pharmaciens. L'échéance a été reculée à plusieurs reprises, mais cette fois-ci, on ne nous laisse plus le choix». C'est en ces termes que la majorité des pharmaciens ont répondu à l'appel du Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) pour une grève nationale d'une demi-journée, observée hier de 8h à midi au niveau national.

«Je ne suis pas en sécurité dans ma pharmacie, à cause du vide juridique concernant les psychotropes», ou encore «ma place est à côté de mes clients pas devant les tribunaux, pas en prison», lit-on sur une affiche collée sur la façade d'une pharmacie à Meissonnier, Alger.

Le syndicat parle d'une participation massive des pharmaciens au niveau national à ce mouvement de grève. Selon le syndicat, l'appel à la grève a été



suivi de 90% à 100%. Il s'agit selon eux, d'une question de sécurité et de dignité des pharmaciens.

Cette action de protestation a été décidée à l'issue de la réunion du bureau national, tenue le 13 mai, pour exiger la promulgation de la nouvelle loi portant révision de la loi 04/18. Pour le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), ce mouvement de grève est destiné à attirer l'attention des pouvoirs publics sur les «dangers permanents» qui guettent les pharmaciens. Selon le syndicat, la mobilisation est

devenue inévitable. Ce dernier a dressé un tableau noir de la situation dans laquelle exercent les pharmaciens d'officines. Mais le danger récurrent qui pèse sur les pharmaciens est celui de la vente des psychotropes. Ainsi, les pharmaciens réclament le renforcement de la sécurité au niveau des officines, et pour ceux qui assurent les gardes de nuit. Le syndicat a appelé les ministères concernés à prendre des mesures urgentes «à même de garantir aux pharmaciens l'exercice de leur fonction en toute sécurité et les protéger contre les actes de violence

émantant de personnes dépendantes aux psychotropes». En outre, les pharmaciens d'officine dénoncent la condamnation de nombreux professionnels de la santé, des médecins et principalement des pharmaciens d'officine, à cause de produits qui ne sont pas officiellement classés comme psychotropes. Ils estiment qu'ils ne sont pas des dealers. Le Snapo a exigé de ne pas poursuivre en justice ni condamner les pharmaciens pour des affaires de vente de produits non classés officiellement en tant que substance psychotrope. Selon le syndicat, «aucun pharmacien ne doit être déferé devant la justice avant l'établissement d'une expertise juridique de classification officielle des substances pour lesquelles il est poursuivi, une expertise devant être menée par un laboratoire médico-légal, une source accréditée ou une instance professionnelle agréée représentant les pharmaciens».

Ainsi, les pharmaciens exigent la publication des tableaux des psychotropes au Journal officiel et l'arrêt des poursuites judiciaires contre le pharmacien d'officine dans des affaires liées à des produits non classés officiellement en tant que psychotropes.

Louiza Ait Ramdane

Mettant en garde contre «ceux qui cherchent à faire durer la crise»

Gaïd Salah insiste sur le retour rapide aux urnes

■ Dans un nouveau discours prononcé hier, à Tamanrasset, le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, estime qu'il est primordial de retourner aux urnes le plus tôt possible pour élire un nouveau président. Il a mis en garde contre les parties qu'il accuse d'entraver toute initiative visant à sortir le pays de la crise.

Par Louiza Ait Ramdane

Au troisième jour de sa visite dans la 6^e Région militaire, Tamanrasset, le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah a affirmé hier que «le dialogue doit aboutir à tous les moyens susceptibles de préserver la légalité constitutionnelle avec le retour, au plus vite, aux urnes pour élire un nouveau président dans le respect de la volonté populaire libre». Le chef d'état-major de l'ANP accuse en outre certaines parties d'œuvrer à entraver toute initiative visant à sortir le pays de la crise. «Il est certain que ceux qui tentent de retarder ce genre de démarches nationales méritoires, sont des personnes et des parties qui adoptent le principe de la bande et suivent ses porte-voix et ses apôtres dans une tentative de fourvoiement», a précisé Gaïd Salah. Selon le général de corps d'Armée, ces mêmes parties tentent de tromper l'opinion publique en diffusant de fausses informations. «Celui qui en a recours est celui qui s'emploie intentionnellement à propager les rumeurs, les fausses informations et les mensonges d'une manière continue



PH.D.R.

via plusieurs supports médiatiques et il ne peut en aucun cas, contribuer à la création d'un climat propice à l'entente mutuelle, voire même à un dialogue serein et rationnel». Cela signifie, poursuit le vice-ministre de la Défense nationale que «celui qui se livre à ces pratiques est contre la tenue d'un dialogue sérieux, car, a-t-il ajouté, il s'agit là de visées loïn

d'être innocentes et dont les conséquences seront assumées par leurs auteurs devant Allah, le peuple et l'histoire», a-t-il souligné. Ces personnes «empruntent cette voie, quand bien même ils auraient pu avoir davantage de crédibilité en mettant l'accent sur la transmission d'événements réels au lieu de recourir à la désinformation de l'opinion publique en

fomentant des mensonges et des scénarii irréels et infondés attribués à des personnalités et centres de prise de décision». «Tout cela procède de l'existence de plans ficelés ayant été élaborés avec une extrême perfidie, en vue de jeter le doute sur tout acte visant à apaiser et rassurer le peuple algérien et œuvrer à trouver les solutions idoines à la crise actuelle que traverse le pays. Car le but est évident, à savoir barrer la route à toute issue à la crise et retarder toute démarche bien attentionnée et nationaliste pour le dialogue et la concertation entre les différentes parties», a ajouté le vice-ministre. Il a estimé, à ce titre, que «les médias se doivent d'être un miroir des revendications effectives et véritables du peuple algérien et sont appelés à dire la vérité et à transmettre les revendications du peuple en toute objectivité et en toute franchise, sans déformation, falsification, exploitation ni utilisation à des fins autres que le service de la patrie, car les intérêts matériels ne peuvent aucunement se substituer à la patrie, étant donné que ceux-ci disparaissent et que l'Algérie survit».

L. A. R.

Réactions de l'ex-coalition

Le RND soutient l'appel de Gaïd Salah

Le Rassemblement national démocratique a salué hier l'appel de Ahmed Gaïd Salah en vue de tenir un «dialogue sérieux» afin de sortir de la crise et d'organiser les élections présidentielles. En effet, dans un communiqué partagé hier sur son site, le RND a salué l'appel lancé par le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire aux Forces et aux personnalités nationales en vue d'un dialogue sérieux afin de sortir de la crise et d'organiser les élec-

tions présidentielles qui seront, selon le RND, «une issue pour concrétiser la volonté du peuple et réaliser les réformes souhaitées et attendues».

Soutien du MPA également «Le MPA souscrit pleinement à l'appel au dialogue lancé par le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP à partir de Tamanrasset», écrit le parti dans un communiqué. «Le MPA se déclare prêt à participer à ce dialogue entre les Algériens afin de sortir le plus rapidement possible de cette crise en tenant compte des expériences passées et vécues doulou-

reusement par notre peuple». Ce dialogue devra permettre l'organisation de l'élection présidentielle «dans les meilleurs délais», ajoute le parti d'Amara Benyounes.

Idem pour Taj Tajamoue Amel El-Jazair (TAJ) a estimé que le dialogue auquel a appelé mardi le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, était une occasion «précieuse et importante» pour amener l'Algérie «le plus rapidement possible» à bon port. Le parti politique a appelé dans une

déclaration écrite dont l'APS a obtenu une copie, toute la classe politique, la société civile, les personnalités, l'élite, des représentants du hirak et toutes les institutions concernées, à une «participation efficace» à ce dialogue. TAJ a salué les positions «responsables et historiques» de l'ANP notamment celles «liées à l'accompagnement des institutions de l'Etat, des revendications et espérances du peuple algérien, ainsi que dans la sauvegarde de la sécurité et la stabilité du pays et la confrontation des dangers qui le menacent».

L. M.

LA QUESTION DU JOUR

Le verrou d'Idleb

Suite de la page une

Au terme de l'accord tripartite, la Turquie devait délester les groupes présents à Idleb de leurs armes lourdes, en échange de quoi l'armée syrienne s'engageait à ne pas lancer d'offensive. Dernièrement, la ligne de front s'est embrasée, au point qu'on a cru que la bataille d'Idleb commençait enfin. En fait, il ne s'est agi pour l'armée syrienne et l'aviation russe que de refouler vers Idleb les groupes terroristes qui, profitant de la trêve, se sont répandus à l'extérieur de la ville. Le blocage persiste donc, et il n'a rien à voir avec la solidarité des lignes de défense placées autour d'Idleb. Il s'explique bien mieux par l'imbrication des intérêts des Etats impliqués dans le conflit syrien. La Turquie y joue depuis le début un rôle majeur. De tous les pays voisins de la Syrie, elle est celle qui est le plus intervenue dans son conflit. Qui plus est au cœur de celui-ci, non pas seulement dans ses conséquences, comme l'a constamment fait Israël, qui entend seulement empêcher une forte présence militaire iranienne à ses frontières. On peut affirmer sans grand risque d'erreur que le blocage d'Idleb est dû à la Turquie. Ou plus exactement à l'imbrication de ses intérêts avec ceux de la Russie. Sans ce besoin réciproque de l'une vis-à-vis de l'autre, il y a longtemps qu'Idleb serait retourné dans le giron de l'Etat syrien. Ce qui d'ailleurs n'aurait pas signifié la fin du conflit syrien, puisque même alors il resterait à reprendre le contrôle de l'est de l'Euphrate, où dominent encore les troupes américaines. Il n'en reste pas moins que la reprise d'Idleb aurait permis aux Syriens et à leurs alliés de reporter leurs efforts sur cette partie du pays, sans que pour autant cela implique de s'attaquer aux Américains. Il n'y a d'ailleurs pas de raison de le faire, étant donné que ceux-ci ne sont pas présents pour rester. Les Turcs eux par contre sont en Syrie pour y rester, même s'il leur arrive de dire le contraire.

M. H.

Examen de 5^e année primaire

Les parents plus stressés que les élèves

Plus de 812 000 élèves ont participé hier aux épreuves de l'examen de fin de cycle primaire. Devant les portails des écoles où s'est déroulé l'examen, les parents étaient plus nombreux que les élèves et surtout plus stressés. Comme chaque année, les parents des candidats aux examens de fin d'année des différents cycles, se rassemblent devant les centres d'examen afin d'être les premiers à connaître les réponses de leurs enfants et surtout pour apporter leur soutien aux élèves. En effet, hier à eu lieu le premier examen de fin d'année, celui de la 5^e année primaire. A l'échelle nationale, plus de

812 000 élèves ont participé aux épreuves de l'examen de fin de cycle primaire. Ils ont subi les épreuves de l'examen dans trois matières principales, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française qui s'est déroulé durant l'après-midi. Cet effectif a été réparti à travers 100 centres d'examen encadrés par 923 enseignants. La majorité des élèves croisés à la sortie des écoles où se sont déroulés les examens semblaient satisfaits de leur travail. Malek, un candidat à l'examen de la 5^e année, nous a confié: «le sujet de mathématiques était facile, l'arabe aussi mais j'ai trouvé un peu de

difficulté à répondre sur le sujet de langue française». Sa maman nous dira qu'elle était stressée à cause des lacunes qu'a son fils dans cette matière. «Déjà en révisant avec lui, j'avais constaté qu'il ne la maîtrise pas vraiment et bien que j'insistais, il n'arrivait pas à la maîtriser mais heureusement, il a bien travaillé en langue arabe et en mathématiques». Une autre maman venue attendre sa fille qui en sortant du portail de son école avait les larmes aux yeux, nous dira: «elle m'a dit qu'elle n'a pas bien compris ce matin la deuxième question de mathématiques, c'est pour cela qu'elle pleure mais, je crois qu'en

général, elle a bien travaillé». En outre, concernant le fameux fantôme «de la fuite des sujets», cette fois encore il a fait son apparition. En effet, comme à chaque examen de fin d'année, à peine une demi-heure après le début des épreuves de l'examen, le sujet du premier examen, à savoir l'examen de la langue arabe, a été partagé sur facebook accompagné de réponses. Réagissant à cela, le ministre de l'Education, a assuré que «l'impact de ces fuites est très limité». Ajoutant que «dans la soirée de mardi des faux sujets ont été diffusés sur facebook pour dérouter les candidats». Le ministre de

l'Education situe la fuite au niveau des secrétariats des centres d'examen où «des moyens illégaux ont été employés pour prendre en photo les sujets». «Les auteurs de ces fuites veulent porter atteinte à la crédibilité de cet examen et saper le moral des candidats, juge le ministre qui promet des enquêtes administratives pour identifier les auteurs de la fraude qui doivent, selon lui, répondre de leurs actes devant la justice», conclura Abdelhakim Belabed qui avait donné le coup d'envoi officiel des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire 2018/2019 depuis Naâma. **Thininene Khouchi**

Près de 50 artisans participent à la Foire de l'artisanat

■ La Foire de l'artisanat qui a ouvert ses portes, mardi soir à Alger, voit la participation de près de 50 artisans venus des quatre coins du pays pour exposer différentes créations mettant en valeur l'authenticité patrimoniale algérienne.

Par SHANIA T.

Organisé avec la participation des Chambres d'artisanat et des métiers (CAM) de plusieurs wilayas du pays, le rendez-vous permet de découvrir, quatre jours durant, les joyeux de l'artisanat algérien confectionnés par des artistes qui ont excellé afin de rendre des produits de qualité et contribuer à la sauvegarde du patrimoine. Divers produits artisanaux sont exposés, dans le cadre de cette manifestation, dont la poterie, la céramique, la dinanderie, la joaillerie, le textile, la broderie, tenues traditionnelles, cuisine et gâteaux traditionnels.



Dans une déclaration à la presse au terme de la cérémonie d'inauguration de l'événement, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a indiqué

«L'organisation de ce genre d'événements dans cette période permettra aux citoyens de se préparer à la fête de l'Aïd El-Fitr». «Les produits d'artisanat trouvent leur place dans les différents

espaces publics voire même sur les plages lors de la saison estivale avec des prix raisonnables», s'est réjoui le ministre, soulignant l'importance d'organiser ses événements dans toutes les

régions du pays pour donner la chance à tous les artisans pour la promotion et la préservation du patrimoine national. M. Benmessaoud a mis l'accent, par là même, sur «la promotion du produit traditionnel, sa protection contre la contrefaçon, la facilitation de l'accès à la matière première, le renforcement de la formation pour améliorer la qualité et l'encouragement de la créativité». Il a appelé également les responsables des structures hôtelières publiques et privées «à réserver des espaces pour exposer ces produits et meubler les hôtels avec des produits traditionnels». Approché par l'APS, le maître dinandier, Saïd Adman de La Casbah a souligné «la nécessité de préserver ces œuvres d'arts authentiques transmises de père en fils, ajoutant que malgré la difficulté de la dinanderie, ce métier met en valeur l'authenticité et la civilisation du peuple algérien». Le maître dinandier a appelé les pouvoirs publics, dans ce sens, à «aider les dinandiers en leur dédiant des espaces pour promouvoir, exposer et vendre leurs produits, très convoités par les touristes étrangers». D'autres artisans ont insisté sur la nécessité d'assurer la matière première tels que la pâte pour la céramique et le corail et l'argent pour la joaillerie.

H. T./APS

Wilaya d'Alger

Augmentation de salaire de 15% pour les travailleurs de 22 établissements publics

Le wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda, a annoncé des augmentations salariales de 15%, à effet rétroactif de deux ans, au profit de 25 000 travailleurs des 22 établissements publics de wilaya, à compter du mois de juin prochain, et ce en application de l'accord collectif signé par les sections syndicales (coordination) et ces établissements. Dans une déclaration à la presse en marge d'un Iftar collectif organisé mardi soir au niveau de la cantine centrale de l'établissement «Presco» en l'honneur des travailleurs de l'hygiène des cinq établissements de wilaya activant dans le domaine de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement urbain (Netcom, Extranet, Asrout, Gecetal, et HUPE), le wali d'Alger

a précisé que 25 000 travailleurs des 22 établissements publics de la wilaya bénéficieront d'augmentations salariales de 15%, à compter de juin prochain, à effet rétroactif de deux ans, en application de l'accord collectif signé par les sections syndicales (coordination) et l'administration des établissements, affirmant que cette décision «a été prise en réponse aux préoccupations professionnelles des travailleurs». Le premier responsable de la wilaya d'Alger a rappelé en outre que ces mesures avaient pour objectif de motiver les travailleurs pour leur dévouement dans la fourniture d'un service public au citoyen, mettant en exergue que cette initiative organisée avec la participation de toutes les sections syndicales des éta-

blissements de wilaya, se voulait «un geste de distinction» et un soutien psychologique à ces agents d'hygiène, ainsi qu'une reconnaissance de leurs efforts, notamment, durant le mois sacré du Ramadhan, et le reste de l'année en matière d'hygiène publique. A cette occasion, M. Sayouda a félicité, à travers les travailleurs présents, l'ensemble des travailleurs des 22 établissements susmentionnés pour les acquis de leurs sections syndicales et de l'administration de ces établissements, inspectant, par la même, en présence de la délégation qui l'accompagne, la cantine centrale «Farhat Saliha» relevant de l'établissement de gestion des jardins d'enfants, des crèches et des pouponnières de la wilaya

d'Alger (Presco), qui prépare 7 000 repas/jour, et ce, pour s'enquérir des conditions de préparation de ces repas qui sont distribués aux différents établissements d'action sociale tels que les maisons de retraite, les centres d'accueil des sans abris, les centres pour enfance assistée, et les jardins d'enfants de la wilaya d'Alger. Pour leur part, les travailleurs d'hygiène ainsi que les affiliés de différents établissements de wilaya (hygiène, santé, abattoirs, éclairage public, cimetières et autres) participant à cette table d'iftar collectif se sont réjouis de ce geste et de ces augmentations salariales, notamment à l'approche de l'Aïd El Fitr.

Akil Y.

Délinquance juvénile

132 mineurs réintégrés dans leur milieu familial au 1^{er} trimestre

Cent trente deux mineurs ont été réintégrés dans leur milieu familial, durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours, contre 259 pour toute l'année 2018 à travers le territoire national, par les brigades de protection des mineurs relevant de la Gendarmerie nationale, révèle hier un bilan du Commandement de cette institution. Durant cette période de référence, et dans le cadre de la lutte contre la délinquance juvénile, ces mêmes brigades ont effectué un total de 4 231 services, dont 70% destinés à l'action préventive en direction des mineurs, 1 807 patrouilles dans les lieux fréquentés par ces derniers et 341 contrôles dans les crèches, précise la même source. Ceci, en plus de 835 campagnes de sensibilisation liées aux différents fléaux sociaux, au niveau des établissements scolaires et des centres de formation professionnelle, de même qu'elles ont pris part à 391 enquêtes judi-

ciaires. En 2018, ces brigades spécialisées ont effectué 9 622 services dont 80% destinés à l'action préventive, 1 018 contrôles dans des crèches, 1 720 campagnes de sensibilisation au niveau des établissements scolaires et des centres de formation professionnelle et ont participé à 921 enquêtes judiciaires, détaille le communiqué. Au nombre de 23, ces brigades exercent leurs missions, à caractère préventif et répressif, dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale. Celles-ci consistant essentiellement en la sensibilisation des mineurs contre «les dangers de la délinquance et ses répercussions» sur eux, l'ouverture d'enquêtes judiciaires impliquant un mineur, accusé ou victime, ainsi que la participation aux enquêtes judiciaires avec les unités territoriales ou spécialisées relevant de la GN lorsque les personnes impliquées sont des mineurs. «Le commandement de la

GN a veillé à la sélection de gendarmes qualifiés pour les orienter au travail dans ces brigades, avec le recrutement de l'élément féminin. Les gendarmes ont également été formés en tant qu'auxiliaires de la médiation sociale et sur les méthodes de traitement des mineurs», souligne le commandement de la GN. Les aspects psychologiques liés au développement de l'enfant et de l'adolescent sont pris en compte dans cette formation, de même que l'action de médiation, la psychologie de la famille algérienne, le langage des signes, etc, est-il ajouté, sachant que le stage pratique se déroule à l'Ecole supérieure de la GN à Zéralda. «La Gendarmerie nationale a réalisé une importante avancée dans le domaine de la protection des mineurs en fournissant tous les moyens nécessaires à la prise en charge totale de cette frange de la société et a parié sur le principe de la médiation socia-

le en tant que méthodes effectives pour la prévention des mineurs, en lui accordant une très grande importance en tant qu'action sécuritaire, préventive et proactive», se félicite cette institution. Ces brigades, et «en dépit de leur récente création, ont réussi à s'imposer en tant qu'entité spécialisée et à travers leurs interventions qualitatives et efficaces dans le domaine des enquêtes et la révélation des tenants et aboutissants des affaires, dont l'une des parties est un mineur ainsi que dans le domaine de la prévention», ajoute-t-elle. Enfin et tout en soulignant sa «disposition» à venir en aide aux citoyens, la Gendarmerie nationale met au service de ces derniers son numéro vert 10-55, son site internet «Tariki» (via le web, l'application ou à travers la page Facebook) pour se renseigner sur l'état des routes, ainsi que son site dédié aux pré-plaintes (<https://ppgn.mdn.dz>).

Salim N.

Production céréalière à Médéa

Une récolte de 2,4 millions de quintaux attendue

■ Outre une légère augmentation du rendement par hectare qui passe d'une moyenne de 18 quintaux à l'hectare à 21 quintaux, la hausse de production attendue est également due à l'extension de la superficie qui a été emblavée.

Par Salem K.

Une récolte prévisionnelle estimée à environ 2,4 millions de quintaux de céréales est attendue au niveau de la wilaya de Médéa, au titre de la campagne moisson-battage, qui devrait démarrer dans les tout prochains jours, a-t-on appris hier du directeur local des services agricoles (DSA). La campagne moisson-battage 2019 devrait connaître une hausse de production de l'ordre de deux cent mille quintaux par rapport à la précédente campagne, dont la production engrangée avait atteint 2,2 millions de quintaux, a indiqué Boualem Madani à l'APS, précisant qu'outre une légère augmentation du rendement par hectare qui passe d'une moyenne de 18 quintaux à l'hectare à 21 quintaux, la hausse de production attendue est également due à l'extension de la superficie qui a été emblavée. Celle-ci est passée, selon le DSA, de 118 mille hectares, durant la campagne labours semailles



Ph/D.R.

2017/2018, à plus de 128 mille hectares, lors de la campagne 2018/2019, soit dix mille hectares de plus qui vont impacter la production de céréales pour l'année 2019, malgré le déficit pluviométrique enregistré au courant du premier trimestre de l'année en cours, a-t-il signalé. Boualem Madani fait état, à cet effet, de la

perte, pour raison de sécheresse ou de grêle, de parcelles «significatives» de cultures céréalières, relevant qu'une superficie de 13 558 hectares a été «totalement ou partiellement» perdue, dans quelques communes de la wilaya, à cause du manque de pluviométrie, de grêle ou de reconversion des terres emblavées en fourrage. Selon les chiffres communiqués par ce responsable, 1 631 hectares de céréales ont été affectés par la grêle dans la commune de Ain-Boucif, sud-est de Médéa, 5 630 hectares ont été perdus également à Chahbounia (sud) en raison de la sécheresse, alors que 6 297 hectares ont été reconvertis en fourrage au niveau des communes de Azziz et de Ksar-el-Boukhari, au sud et sud-ouest de la wilaya. La DSA table, par ailleurs, sur une hausse de la collecte de céréale, avec un objectif prévisionnel de 850 mille quintaux, contre 750 mille quintaux collectés durant la campagne moisson battage 2018 et ce, grâce à l'augmentation des points de collecte qui passent de 23 à 26, la mobilisation de pas moins de 270 moissonneuses batteuses, dont 23 moissonneuses appartenant à la Coopérative commerciale de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia, a fait savoir Boualem Madani.

S. K./APS

Production d'acier brut en Europe

ArcelorMittal annonce de nouvelles réductions

Le géant sidérurgique ArcelorMittal a annoncé hier de nouvelles mesures de réduction de sa production d'acier brut en Europe, toujours en raison de la faiblesse de la demande et du niveau élevé des importations. ArcelorMittal va notamment réduire la production dans son usine française de Dunkerque et sur son site allemand de Eisenhüttenstadt. Le groupe annonce aussi une réduction de production programmée au qua-

trième trimestre dans son usine allemande de Brême, où l'arrêt d'un haut fourneau pour maintenance va être prolongé. Et il va étendre l'arrêt prévu au quatrième trimestre pour réparation d'un haut fourneau du site espagnol des Asturies. ArcelorMittal explique dans son communiqué avoir décidé de «prendre des mesures supplémentaires pour ajuster ses niveaux de production en Europe (...) à la demande actuelle du marché». Le groupe

«continue à être impacté par la faible demande du marché et des hauts niveaux d'importations en Europe», précise-t-il. Le directeur général d'ArcelorMittal Europe Produits Plats, Geert van Poelvoorde, cité dans le communiqué, a expliqué que cette «décision difficile» répondait à un souci de «prudence», compte tenu du «faible niveau du marché». «Ce sera une mesure temporaire qui sera arrêtée quand les conditions de marché s'amé-

lioreront», a-t-il assuré. ArcelorMittal avait déjà annoncé début mai une série de mesures de réduction de production d'acier primaire, notamment en Pologne et en Espagne. Le groupe prévoyait alors de réduire temporairement sa production de l'ordre de 3 millions de tonnes en rythme annuel. A la Bourse de Paris, vers 10h04, l'action ArcelorMittal abandonnait 4,56% à 13,48 euros, dans un marché en baisse de 1,55%. **Dounia H.**

Tunisie/Europe

27 millions d'euros pour la promotion des centres de formation tunisiens

Plus de 27 millions d'euros ont été accordés mardi à Tunis sous forme de prêt et de don par des institutions européennes au profit du ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi tunisien en vue de promouvoir les centres de formation professionnelle. Il s'agit d'un prêt d'une valeur de 24 millions d'euros (80 millions de dinars tunisiens) ainsi que d'un don de 700 mille euros qui ont été octroyés par l'Agence française de développement (AFD). Un autre don d'une valeur de 3 millions d'euros a été accordé le même jour par la Commission européenne. Ces prêts et ces donations entrent dans le cadre du programme d'appui à la formation et à l'intégration professionnelle issu de la stratégie nationale pour la réforme du système national de la formation profes-

sionnelle, et cible directement 17 centres de formation professionnelle et plus de 60 centres d'une façon indirecte, impliquant 25 spécialistes dans 4 zones d'emploi réparties sur 9 gouvernorats. Cet accord, d'une valeur de 27,7 millions d'euros a été signé par la ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi, Saida Ounissi, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (Uggt), Noureddine Tabboubi, secrétaire général de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica) Samir Majoul, le représentant de la Confédération française démocratique du travail (Cfdt) et le représentant de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (Uimm), en présence de l'ambassadeur français à Tunis, Olivier Poivre d'arvor. Dans une déclaration à la pres-

se, M. Ounissi a déclaré que «cet accord intervient dans le cadre de la concrétisation d'une approche participative entre son département, l'Uggt et l'Utica dans l'objectif de promouvoir les centres de formation professionnelle». Elle a souligné que le don d'une valeur de 700 mille euros accordé par l'Agence française de développement, à parts égales, au profit de l'Uggt et l'Utica, vise à permettre aux deux organisations d'élaborer un plan d'action qui vise l'instauration d'institutions au sein des deux organisations, et à organiser des sessions de formations et d'études en vue de promouvoir le secteur de la formation professionnelle et l'identifier les besoins du marché de l'emploi. La ministre a également indiqué que le gouvernement a récemment publié des décrets d'appli-

cation pour l'instauration de conseils de partenariat au niveau des structures de la formation professionnelle afin de concrétiser l'approche participative adoptée par le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi avec les partenaires sociaux. Pour sa part, M. Tabboubi a indiqué que cet accord permettra de travailler de manière collégiale entre l'Uggt, le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et l'Utica, afin d'opérer un état des lieux de la formation professionnelle et de surmonter les problèmes de l'abandon scolaire précoce ainsi que les difficultés d'accès au marché du travail et l'instauration de nouvelles spécialités en phase avec les mutations économiques actuelles.

Y. H.

K. L.

Zone euro

Les tensions commerciales, premier risque pour la stabilité financière

UN RALENTISSEMENT de la croissance lié aux tensions commerciales entre

Washington et ses partenaires constitue le principal risque pour la stabilité financière de la zone euro, a estimé hier la Banque centrale européenne (BCE). «Une éventuelle guerre commerciale est peut-être le principal risque, la principale menace pour l'environnement économique mondial et simultanément pour la stabilité financière», a expliqué le vice-président de la BCE, Luis De Guindos, commentant l'état des lieux biennuel des principaux risques en zone euro publié par l'institution. Mais l'institut de Francfort surveille aussi «le Brexit, les tensions géopolitiques et l'émergence de tensions dans le domaine de la dette souveraine», également susceptibles de freiner l'économie, selon le banquier espagnol. Selon la banque centrale, la dette privée et publique de certains pays pourrait redevenir un sujet d'inquiétude, au moment où, en Italie, le gouvernement populiste au pouvoir mène une politique creusant le déficit et l'énorme dette publique et s'attire les foudres de Bruxelles. «Toute controverse entre un gouvernement et la Commission européenne concernant la manière dont ce pays va respecter les règles budgétaires a immédiatement un effet sur les conditions d'emprunt dans l'économie», a prévenu M. De Guindos. La «faible rentabilité des banques européennes» affecte par ailleurs les marchés de capitaux, d'autant que les établissements se plaignent de devoir payer un taux négatif sur les liquidités en excès déposées aux guichets de la BCE. Celle-ci renvoie les banques à leurs chantiers prioritaires, soit la réduction du stock des créances douteuses dans certains pays, la baisse des coûts d'exploitation ainsi que l'élargissement de la base de leurs recettes. Un chapitre du document se penche sur les effets du réchauffement climatique sur la stabilité financière, quelques jours après la poussée quasi générale des partis écologistes lors des élections au Parlement européen. Le système financier pourrait souffrir à la fois de «risques physiques» tels que des catastrophes naturelles, selon M. de Guindos, ainsi que de «risques de transition» liés au financement coûteux de la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

K. L.

Ouargla

Récupération de plus de 150 ha de foncier industriel non exploité

■ Une superficie de 153 hectares de foncier industriel non exploité a été récupérée durant le premier trimestre de l'année en cours à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM).

Par Imane G.

Inscrite dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel, l'opération intervient suite à l'annulation de 53 projets d'investissement non lancés pour diverses raisons, en dépit des mesures incitatives octroyées par l'Etat, a précisé le DIM, Djamel Tamentit.

L'opération de récupération du foncier a été précédée par des mises en demeure adressées aux opérateurs concernés, suite à des sorties périodiques de constatation sur sites des projets et de leur avancement et l'intervention pour lever d'éventuelles contraintes les entravant, notamment celles liées aux procédures administratives.

Cette surface récupérée vient s'ajouter aux 104 ha de foncier industriel récupérée en 2018 suite à l'annulation par les services concernés de 57 titres d'investissement. Les assiettes foncières récupérées ouvriront des perspectives d'investissement pour d'autres opérateurs en mesure de concrétiser leurs projets et de contribuer au développement de la région aux importantes potentialités industrielles. Ces pouvoirs publics accordent ces dernières années un grand intérêt à la promotion de l'invest-

tissement, notamment ceux en rapport avec l'amélioration du cadre de vie du citoyen et couvrir les besoins de la région.

Pas moins de 128 nouveaux projets d'investissement avaient été approuvés en 2018 sur un total de 193 dossiers déposés au niveau de la commission de wilaya en charge du dossier, et ont généré près de 4 500 emplois, a-t-on indiqué à la DIM.

Il est également relevé la réalisation en cours de 160 projets, dans différents segments industriels, agricole et de services, en plus de l'approbation de 67 autres, en majorité liés aux activités pétrolières, localisés au niveau de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud.

Diverses actions au programme de prévention et de lutte contre les incendies de forêt

Diverses actions ont été retenues au titre du programme

2019 de prévention et de lutte contre les incendies de forêt dans la wilaya de Ouargla, pour prémunir la richesse phœnicicole des sinistres, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la Protection civile (PC).

Ces opérations portent sur l'ouverture de pistes dans les palmeraies pour permettre aux engins de la PC l'accès aux foyers d'incendies, la poursuite des programmes sectoriels de l'agriculture portant réalisation de réseaux d'irrigation et de drains à travers les palmeraies, ainsi que la réalisation de bris-vents avec des matériaux ininflammables, a-t-on indiqué.

L'acquisition de pompes immergées, la mobilisation de moyens d'intervention par les communes, l'ouverture de pistes agricoles, l'élargissement des anciennes voies d'accès et l'établissement d'une liste de numéros de téléphones des agents chargés de l'exploitation des puits agricoles, font partie des



Ph. > D. R.

opérations projetées.

Les données de la PC font ressortir cette année une hausse «sensible» des incendies de forêt (186) ayant été à l'origine de la dégradation de 1 552 palmiers, suite aux incendies de palmeraies déclarés dans le Grand Ouargla, et à un degré moindre dans la région de Touggourt.

La wilaya d'Ouargla recense 22 512 ha de couvert végétal, a-t-on rappelé à la PC qui explique que les incendies de palmeraies sont dus à plusieurs facteurs, dont le non-respect par les agriculteurs des mesures préventives lors des campagnes de

désherbage, le facteur humain (cigarettes), ainsi que l'incendie volontaire de certaines palmeraies pour exploiter les terrains récupérés à d'autres fins.

La Direction de la Protection civile de Ouargla vient de lancer, en coordination avec plusieurs organismes, une large campagne et des caravanes de sensibilisation contre divers incidents, dont les incendies notamment en période estivale, en plus de la distribution de dépliants sur les mesures préventives et les consignes à suivre en termes de lutte contre les incendies.

L. O.

Mila

Distribution avant fin 2019 de 1 300 logements tous types confondus

Un total de 1 300 logements tous types confondus, sera distribué dans la wilaya de Mila «avant la fin de l'année 2019», a

indiqué mardi le wali Mohamed Amier. «Des efforts sont déployés pour parachever les projets du secteur de l'habitat,

traiter les dossiers et designer les bénéficiaires des logements publics locatifs, afin de procéder avant la fin de l'année en cours à

la distribution de 1 300 logements de différentes formules», a indiqué le wali en marge d'une visite de travail dans la commune de Garem Gouga.

Il a dans ce contexte révélé que 80 logements publics locatifs (LPL), réalisés dans la commune de Rouached, seront remis à leurs bénéficiaires à l'occasion de la nuit du destin (27 de ce mois de ramadhan).

Une opération similaire sera également organisée le mois prochain des les communes de Chelghoum Laid et Oued El Athmania, a-t-il ajouté.

Ce même responsable a fait savoir que d'autres quotas de type location-vente et public locatif seront distribués dans le courant de l'année.

Ali T.

Constantine

Ouverture dès la prochaine rentrée de trois demi-pensions et quatre cantines scolaires

Trois nouvelles demi-pensions et quatre nouvelles cantines scolaires, réalisées dans la wilaya de Constantine en vue d'assurer la disponibilité des repas chauds au profit des élèves, seront réceptionnées et mises en service à la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris mardi auprès d'un responsable à la direction de l'éducation.

Il s'agit de demi-pensions réalisées dans trois lycées de la commune d'El Khroub, dont une au pôle urbain Massinissa et de deux autres dans la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, a indiqué à l'APS, le chef de service de la programmation et du suivi, Makhlouf Siouane, soulignant que la réalisation de ces

infrastructures a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 75 millions de dinars.

Il a également ajouté que quatre nouvelles cantines scolaires seront opérationnelles à travers quatre établissements primaires des communes de Constantine, El Khroub et Ibn Ziad.

La commune de Constantine dispose de neuf cantines scolaires centrales qui assurent la livraison de repas chauds au profit des élèves de 93 écoles primaires, ce qui a permis de porter le taux de couverture à 100% en matière de restauration scolaire dans cette collectivité locale, a relevé M. Siouane.

La wilaya de Constantine compte à ce jour 65 lycées, dont 45 sont dotés d'une demi-pension, a fait savoir le même responsable.

Par ailleurs, quatre terrains de sport seront réceptionnés et mis en service au titre de la prochaine rentrée scolaire dans différents établissements scolaires des communes d'Ouled Rahmoune, Constantine et Ain Smara, en sus de l'ouverture de cinq nouvelles salles de sport dans plusieurs lycées de la wilaya, dont quatre au chef lieu de wilaya et une dans la commune de Didouche-Mourad, a ajouté la même source.

R. R.

Guelma/Doublement du chemin de wilaya menant à Hammam Debagh

Réception «avant le délai imparti» du projet

Les travaux de doublement du chemin de wilaya reliant sur 4 km la commune de Hammam Debagh (Guelma) à la RN-20 seront réceptionnés «avant le délai fixé initialement à la fin du premier trimestre 2020», a indiqué mardi le wali, Kamel Abia.

S'exprimant en marge du lancement d'une opération d'aménagement global de cette collectivité locale, initiée à l'occasion de la commémoration du

61^e anniversaire de la bataille de Mermoura, le chef de l'exécutif a indiqué que la réalisation du projet de dédoublement du CW 122, sur une distance de 4 km, «avance à vive allure depuis le lancement du chantier en décembre dernier». Au terme des études et les négociations menées avec l'entreprise chargée des travaux, le délai convenu initialement pour la réalisation de ce projet ayant nécessité la

mobilisation de plus de 460 millions de dinars, a été revu à la baisse pour passer de 18 à 12 mois, a-t-il ajouté. Le wali a, par ailleurs, expliqué que la dernière difficulté technique à affronter avant de parachever ce projet porte sur le transfert prochain de 3 km de réseau de distribution de gaz naturel. Il est à noter que la commémoration du 61^e anniversaire de la bataille de Mermoura a été marquée par

l'organisation de plusieurs activités culturelles et sportives devant le carré des martyrs situé à Djebel Mermoura entre les communes de Hemmam Debagh et Bouhamdane. La commémoration de cette bataille qui constitue l'une des pages glorieuses de l'histoire de la lutte menée par le peuple algérien contre le colonialisme français, a également été marquée par les honneurs rendus au moudjahid

Boulououar Zidane dit Mohamed, aujourd'hui âgé de 94 ans, ainsi qu'aux familles des deux chouchada, Khelifa Khetla et Taher Dahmoun. La célébration de cet anniversaire a également offert l'opportunité de faire revivre des témoignages sur ce qui fut une grande victoire autant psychologique que militaire pour les djounoud (soldats) de l'Armée de Libération nationale (ALN).

O. N.

Union africaine

Smail Chergui dénonce une guerre par procuration en Libye

■ Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a déclaré mardi que la Libye était devenue le théâtre d'une guerre par procuration entre acteurs extérieurs défendant leurs propres intérêts nationaux.

Par Hania G.

« La démission de Horst Kohler est une situation négative pour le processus du règlement du conflit du Sahara occidental. Il a évoqué un souci de santé, mais je pense qu'il n'a pas eu le soutien nécessaire », a-t-il déclaré dans son intervention au colloque international sur le Sahara occidental, organisé à Amiens par l'Université de Picardie Jules-Verne.

Il a ajouté qu'on a le droit de poser la question : « A quoi sert de nommer un autre Envoyé personnel, sachant que le blocage au sein du Conseil de sécurité est toujours présent ? ».

« Avec la venue de Donald Trump qui voulait régler tous les dossiers en suspens, de John Bolton qui a longuement travaillé avec Baker et la nomination de Kohler, il y avait un espoir », a-t-il dit, ajoutant qu'on s'attendait à de nouvelles idées et initiatives pour débloquer la situation ».

Pour lui, l'Envoyé personnel du SG de l'ONU, était « assez seul », voyant que le Conseil de sécurité n'allait pas dans le sens de sa vision du règlement du conflit, soutenant que la dernière résolution du Conseil de sécurité était « neutre ». Dans ce cadre, Francesco Bastagli a vivement critiqué les Nations unies qui « ne protègent pas et n'assistent pas le peuple du Sahara occidental, alors que la Charte de l'ONU stipule que les peuples des territoires non-autonomes ont droit à son assistance », soulignant qu'au sein du Conseil de



Francesco Bastagli

sécurité, les Etats-Unis et la France « ne veulent pas toucher les intérêts du Maroc au Sahara occidental ».

Pour lui, l'introduction de la realpolitik pour le règlement du conflit du Sahara occidental est une « chose absurde », en raison du fait que la question sahraouie est une cause « juste » qui a le droit international en sa faveur.

Sur un autre volet, l'avocat du Front Polisario, Gilles Devers, a dénoncé le double discours de l'Union européenne sur le dossier du Sahara occidental, appe-

lant les Etats européens à « faire le ménage » chez eux.

Aucun Etat ne reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental

« Il faut faire le ménage chez nous en France. Aucun Etat dans le monde n'a admis la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Les Européens disent qu'ils ne se mêlent pas sur le dossier du Sahara occidental, mais chaque jour c'est l'inverse

qui est pratiqué », a soutenu l'avocat qui est intervenu dans le panel consacré au rôle de l'UE sur le Sahara occidental.

« Nous devons tous respecter le droit sur cette question », a-t-il ajouté, soutenant qu'il « a été mandaté par le Front Polisario, un mouvement de libération qui défend un peuple en souffrance, pour faire annuler l'application des accords UE/Maroc qui sont signés sans le consentement du peuple du Sahara occidental ».

Il a réitéré sa volonté de « mettre à terre » tous ceux qui

s'adonnent à du business dans les territoires occupés sur le dos du peuple sahraoui, sans son consentement, dont sa force est le droit international.

« Je reste profondément déçu du fait qu'il n'y a jamais eu un mot des Européens rendant hommage à un mouvement de libération qui respecte toujours le cessez-le-feu, soulignant que le double discours sur la question des droits de l'homme est « lamentable ».

« Nous ferons des recours sur le manque de consentement du peuple du Sahara occidental dans les accords UE/Maroc. On va jusqu'à la victoire finale et on a la volonté de détruire toute activité économique qui se fait sans le consentement des Sahraouis », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, l'assistance a eu droit à un témoignage émouvant d'un ancien détenu sahraoui, Omar Laaouissid, qui a raconté la torture qu'il avait subie durant ses arrestations et sa détention.

Détenu quatre fois, ce militant des droits de l'homme dans les territoires occupés a précisé que chaque détention dont il a fait l'objet était accompagnée de tortures, évoquant également le cas des prisonniers politiques de Gdeim Izik.

Ouled Ofla, l'avocate des prisonniers politiques de Gdeim Izik est intervenu pour évoquer leur situation « dramatique » et la non-application du droit international humanitaire, prévu par la Convention de Genève, citant les supplices et les tortures subies par ses clients que les autorités marocaines lui interdisent de voir.

R. M.

H. G./APS

En violation flagrante de la CJUE et malgré les dénonciations répétées Le sable sahraoui continue d'arriver aux îles Canaries

Le Front Polisario a dénoncé l'arrivée du cargo « Deimos », sous pavillon panaméen, chargé de sable sahraoui en provenance du port d'El-Ayoun, dans les zones occupées du Sahara occidental, soulignant que les autorités espagnoles et canariennes méprisent les décisions de la justice européenne et protègent le trafic illicite en violation flagrante de la légalité internationale.

Dans une déclaration publiée lundi, la délégation du Front Polisario aux Canaries a expliqué qu'« il s'agit, déjà, de la dixième cargaison qui arrive dans les îles jusqu'à présent depuis le début de l'année en cours et, avec la continuité de ce trafic, nous voyons comment les autorités des îles Canaries ne respectent pas les obligations légales imposées par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ».

« Le jour même où une grande partie de la population est venue voter pour élire leurs représentants au Parlement européen, notamment pour insister sur l'importance de renforcer le projet européen en tant qu'espace où les libertés et la répartition des pouvoirs sont la base, à nouveau une cargaison de sable volé du peuple sahraoui est arrivée

au port de Santa Cruz de Tenerife, devant l'inaction des autorités malgré nos plaintes répétées », a dénoncé le Front Polisario dans son texte.

En effet, explique le Front Polisario, « le 26 mai, le cargo Deimos, de pavillon panaméen, est arrivé chargé de sable sahraoui dans le port d'El-Ayoun, dans les territoires du Sahara occidental occupés illégalement par le Maroc, sans que le représentant légitime du peuple sahraoui ait autorisé ce trafic », comme l'a réclamé la CJUE dans ses arrêts qui a conclu en 2016 et 2018 que les accords d'association entre l'UE et le Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental, sans consultation du Front Polisario, son représentant unique et légitime.

La CJUE avait jugé, en outre, que le Sahara occidental est distinct du Maroc, conformément au droit international et aux résolutions onusiennes ayant inscrit le Sahara occidental à l'ordre du jour des travaux de la Quatrième Commission chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, en tant que territoire ne jouissant pas encore de l'indépendance.

« C'est déjà la dixième cargaison qui arrive

jusqu'à présent dans les îles en 2019, et avec la continuité de ce trafic, nous voyons comment les autorités des îles Canaries ne respectent pas les obligations légales imposées par la Cour, et sa propre réglementation environnementale, qui oblige les importateurs de sable à administrer des traitements pour s'assurer qu'ils ne seront pas un moyen de propagation d'espèces envahissantes dans l'environnement canarien », a ajouté le Front Polisario.

Il a indiqué que « l'absence de ces traitements et le non-respect de l'ordre de la politique territoriale de 2001, ont été vérifiés par la Seprona (Service de protection de la nature de la garde civile), et cela peut être le cas de tout observateur qui se déplace, dans ce cas, sur le quai de pêche du port de Santa Cruz, où les débarquements de sable sont habituellement faits ».

« Nous sommes convaincus que, tôt ou tard, le respect de la légalité internationale, les arrêts de la Cour de justice de l'UE et les réglementations environnementales canariennes seront imposés », a conclu le Front Polisario.

Défaut des moteurs Renault :

Les voitures au losange montées en Algérie non concernées



Animée par Ali Zidane

Les moteurs des véhicules montés par Renault-Algérie ne souffrent une surconsommation d'huile, comme c'est le cas actuellement de milliers de voitures de la même marque, en circulation notamment en France, a indiqué dimanche la responsable de la communication de la société.

Contactée par l'APS pour savoir si les moteurs des véhicules de Renault-Algérie comportaient le défaut, signalé par des médias français, (sur consommation d'huile), Hayet Hellel a précisé que leurs voitures «n'étaient pas dotées du

moteur en question : l'essence 1.2 TCE de type H5FT».

Selon elle, les véhicules montés par Renault-Algérie sont dotés de «moteurs de type 1.6 et 1.2 essence, TCE 90 ou encore 1.5 dCi». Cependant, a-t-elle relevé, «il n'est pas improbable que des voitures comportant des moteurs essence Renault 1.2 TCE de type H5FT, importées à titre individuel par des consommateurs algériens, circulent en Algérie». Les moteurs essence Renault 1.2 TCE de type H5FT, dont sont équipées pas moins de 400 000 voitures en France, comportent un vice de fabrication induisant une surconsomma-

tion d'huile, avait alerté l'Association française de consommateurs «UFC Que Choisir», cité notamment par le site électronique français «Actu.fr».

Cette surconsommation d'huile peut entraîner une dégradation des soupapes d'échappement et aboutir à une perte de puissance, voire une casse moteur, prévient l'Association, qui note que ces moteurs sont montés sur des voitures Renault, Nissan, Mercedes et Dacia. Selon l'UFC «Que Choisir», les moteurs concernés ont été fabriqués par Renault entre la fin 2012 et la mi-2016.

Selon la même association, le problème, dû à un défaut de pression dans le conduit d'admission, serait connu de Renault, qui l'aurait mentionné dans une note interne adressée à son réseau en juin 2015. Il toucherait les moteurs 1,2 litre fabriqués du 1^{er} octobre 2012 au 20 juillet 2016. En s'appuyant sur les données du Comité des constructeurs français d'automobiles, l'«UFC-Que Choisir» chiffre à au moins 400 000 le nombre de voitures potentiellement concernées en France.

Dans certains cas, la casse surviendrait sans qu'aucun signe ait pu permettre de déceler le dysfonctionnement au préalable. Dans d'autres, le conducteur serait alerté par des bruits anormaux ou l'allumage d'un témoin sur le tableau de bord, mais parfois trop tard.

Opel

La nouvelle Corsa dévoilée avant l'heure

Opel lance sa nouvelle Corsa plus tôt que prévu. Elle partage sa plateforme avec la nouvelle Peugeot 208 et est d'abord présentée en Corsa-e, une version entièrement électrique.

Opel avait planifié la grande première de sa Corsa pour dans quelques semaines, mais en raison d'une fuite sur Internet, la marque a dû revoir sa planification. Nous avons devant nous la nouvelle citadine d'Opel, une Corsa-e entièrement électrique.

Fondations communes

La nouvelle Corsa est une cinq places de 4,06 mètres de long, qui combine une ligne de toit plus basse et une position de conduite identique à la Peugeot 208. Cela n'est pas étonnant, bien sûr, depuis l'acquisition d'Opel par le groupe français PSA. Il est remarquable qu'Opel lance pour la première fois sa Corsa de sixième génération en tant que modèle entièrement électrique. Cette version

sera suivie par les classiques dérivés à moteurs essence et diesel.

La Corsa-e emprunte la technique de la Peugeot e-208. Elle est équipée d'un moteur électrique de 136 ch et 260 Nm qui, en théorie, peut parcourir jusqu'à 330 kilomètres. Le moteur électrique est alimenté par une batterie d'une capacité de 50 kWh, qui peut être branchée sur une prise classique, un boîtier mural ou un chargeur rapide. Opel ne donne pas d'autres chiffres pour le moment, mais nous savons que le 0 à 100 km/h, demande 8,1 secondes.

Nouvelles technologies

Opel introduit beaucoup de nouvelles technologies sur sa Corsa : des phares



matriciels LED et un régulateur de vitesse adaptatif completent l'équipement de sécurité. Celui-ci comprend la reconnaissance de la signalisation routière et un avertissement d'angle mort. Un tableau de bord digital et des systèmes multimédia de 7 pouces et 10 pouces vous tiennent informés et connectés.

Nouveauté

BMW lève le voile sur la 3^e génération de la Série 1

BMW lève le voile sur la troisième génération de sa berline compacte Série 1. Le changement est radical puisque l'auto abandonne son architecture de propulsion pour devenir une traction à moteur transversal, la transmission intégrale xDrive étant néanmoins au catalogue. En outre, elle n'est proposée qu'en cinq-portes. Ce changement de plateforme est synonyme de proportions nouvelles. La dernière-née de Munich est légèrement plus courte, plus large et plus haute que sa devancière avec respectivement 4,32m de long (-5mm), 1,80m de large (+34mm) et 1,43m de haut (+13mm). Son empattement est plus court avec 2,67m de long (-20mm). Des jantes de 16 à 19 pouces de diamètre sont disponibles.

Le volume intérieur s'est agrandi avec un espace aux coudes accru de 42mm à l'avant et 13mm à l'arrière, un gain de 33mm aux genoux à l'arrière et

une garde au toit augmentant jusqu'à 19mm à l'arrière si l'on opte pour le toit panoramique ouvrant optionnel, proposé pour la première fois sur la Série 1. La capacité du coffre a gagné 20L avec 380L banquette en place, et toujours un maximum de 1 200L sièges rabattus. Sa largeur minimale a augmenté de 67mm. Un hayon à commande électrique apparaît au catalogue des options.

La Série 1 rentre donc dans le rang sur le plan mécanique pour proposer une meilleure habitabilité. La question est maintenant de savoir si le dynamisme routier du nouveau modèle sera à la hauteur des deux précédentes générations. BMW promet évidemment que oui, grâce notamment à un travail de fond sur le châssis et les systèmes de contrôle de la trajectoire. La compacte dispose d'une suspension arrière multibras dès l'entrée de gamme. Des amortisseurs adaptatifs avec modes

«confort» et «sport» ainsi qu'une suspension M Sport abaissée de 10mm figurent parmi les options.

Côté moteurs, au lancement, on trouve en diesel un trois-cylindres 1,5L de 116ch (116d) ainsi que des quatre-cylindres 2L de 150ch (118d) et 190ch (120d). L'offre essence de départ se compose d'un trois-cylindres 1,5L turbo de 140ch (118i) et du quatre-cylindres 2L turbo de 306ch de la M135i xDrive de la gamme M Performance. Ce bloc permet à l'Allemande de passer de 0 à 100 km/h en 4,8s.

De série, les 116d, 118d et 118i sont équipées d'une boîte manuelle. Une transmission Steptronic à double embrayage à sept rapports est proposée en option pour les 116d et 118i. La 118d peut être équipée d'une boîte Steptronic à huit vitesses, équipée d'office sur la 120d comme la transmission intégrale xDrive. Cette dernière fait également partie de la dotation d'origine de la M135i, de même qu'une



boîte de vitesses Steptronic Sport à huit rapports et un différentiel autobloquant mécanique Torsen sur l'essieu avant.

Sans surprendre au vu des dernières productions BMW, les évolutions de design de la Série 1 sont notables. La compacte se rapproche du X2 sur le plan esthétique. Sa calandre s'agrandit légèrement et les deux «harcots» de celle-ci sont désormais liés au milieu par leur détourage. Les feux avant sont plus inclinés qu'auparavant, donnant à l'auto

un «regard» moins agressif.

L'intérieur, dont le design reste très familier, peut gagner des équipements high-tech pour peu que l'on pioche dans le catalogue des options. Citons le tableau de bord numérique, le GPS connecté, les commandes gestuelles, l'assistant personnel à commande vocale inauguré sur la nouvelle Série 3 ou encore la clé virtuelle sur smartphone. La BMW Série 1 troisième du nom doit être commercialisée le 26 septembre prochain.



Sabotage de navires

En visite aux Emirats, un conseiller de Trump accuse l'Iran

■ Le conseiller américain à la Sécurité nationale, John Bolton, en visite hier à Abou Dhabi, a accusé l'Iran d'être derrière les actes de sabotage du 12 mai contre quatre navires à l'entrée du Golfe qui ont contribué à la montée des tensions dans la région.

Téhéran a «fermement rejeté» ces accusations, les qualifiant de «risibles». «Certaines de nos forces d'opérations spéciales ont été invitées à donner leur avis d'expert» et «il est clair» que les bateaux – deux pétroliers saoudiens, un norvégien et un émirati – ont été la cible de «mines navales, très vraisemblablement d'Iran», a affirmé M. Bolton, arrivé mardi aux Emirats arabes unis, un allié de Washington. Les États-Unis se sont joints avec d'autres pays à l'enquête dirigée par les Emirats sur ces incidents. «Il n'y a aucun doute dans l'esprit de qui que ce soit à Washington sur l'identité du responsable de cette situation», a dit à des journalistes M. Bolton en faisant implicitement référence à l'Iran, grand ennemi des États-Unis. «Qui d'autre aurait pu faire ça selon vous? Quelqu'un du Népal?», a-t-il ajouté, ironiquement. A Téhéran, le porte-parole des Affaires étrangères a qualifié de «risibles» les nouvelles affirmations américaines. «M. Bolton et les autres bellicistes qui recherchent le chaos devraient savoir que la stratégie de patience, la grande vigilance et la pré-

paration défensive optimale de la République islamique d'Iran empêcheront la réalisation de leurs désirs diaboliques dans la région», a dit Abbas Moussavi. John Bolton a aussi fait état d'une «attaque infructueuse sur le port saoudien de Yanbu quelques jours avant celle des pétroliers». Il n'a cependant donné aucune précision sur cette «attaque» qui aurait visé la principale ville pétrolière de l'ouest du royaume saoudien, sur la mer Rouge. «Je soutiens ce que nous avons fait jusqu'à présent. Il s'agit d'expliquer très clairement à l'Iran et à ses substituts que ce genre de mesures risque d'entraîner une réaction très vive de la part des États-Unis», a affirmé M. Bolton. Cette visite du conseiller va-t-en-guerre de Donald Trump intervient à la veille de trois sommets organisés à La Mecque, en Arabie saoudite, à la demande de Ryad, qui veut isoler davantage son grand rival iranien au Moyen-Orient. Alors que le sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) était prévu de longue date, Ryad a convoqué deux autres réunions, celles du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de la Ligue arabe. Les



PH. > D. R.

tensions régionales se sont exacerbées depuis que l'administration de Donald Trump a inscrit en avril les Gardiens de la Révolution iraniens sur sa liste noire d'«organisations terroristes» et a renforcé en mai les sanctions économiques contre Téhéran après avoir quitté, il y a un an, l'accord international sur le nucléaire iranien. Elles sont encore montées de plusieurs crans après les incidents maritimes au large des Emirats et la multiplication de tirs de drones par les rebelles yéménites Houthis, soutenus par Téhéran, sur des cibles saoudiennes, dont deux stations de pompage d'un oléoduc le 14 mai. Début mai, Washington

avait annoncé le déploiement dans le Golfe d'un porte-avions et de bombardiers B-52 avant de décider le 25 l'envoi de 1 500 soldats supplémentaires au Moyen-Orient en invoquant des «menaces» iraniennes. Hier, M. Bolton a qualifié ces mesures de «dissuasives». Comme on lui demandait s'il avait des preuves directes de la responsabilité iranienne dans les incidents maritimes, il a refusé d'«entrer dans les détails», tout en soulignant qu'il était important que l'Iran «sache ce que nous savons». Peu après les actes de sabotage, Téhéran, sur la défensive, avait jugé ces actes «préoccupants et regrettables» et appelé à une enquête. Le 24 mai, l'administra-

tion Trump a informé le Congrès américain de nouvelles ventes d'armes à Ryad et Abou Dhabi, invoquant à nouveau la «menace» iranienne pour contourner la possibilité dont disposent les parlementaires de bloquer ce type de contrat. Des généraux iraniens ont eux menacé de fermer en cas de guerre le détroit d'Ormuz, par lequel passent 35% du pétrole transporté par voie maritime. «Nous restons préoccupés et aussi vigilants que nous le pouvons», a dit hier John Bolton, ajoutant: «Nous répondons et nous consultons plus étroitement nos alliés dans la région pour discuter de ce qu'il faudra faire».

Rosa C.



Impuissance

Responsabilités

Par Fouzia Mahmoudi

Pointé du doigt par tous après la défaite humiliante des Républicains aux élections européennes de dimanche, Laurent Wauquiez, président du parti, n'avait d'autre choix que de prendre ses responsabilités et d'admettre ses erreurs. Il a ainsi assuré «prendre toute sa part» dans la défaite historique de LR aux européennes et a appelé au rassemblement. Christian Jacob, chef de file des députés LR, a indiqué à la sortie d'une réunion de groupe, au cours de laquelle 25 à 30 députés se sont exprimés, qu'un constat avait été partagé: «La seule solution pour s'en sortir est dans le collectif». «Il y a la nécessité d'aller vite, mais sans confondre vitesse et précipitation», et des propositions doivent être mises sur la table avant «le temps des décisions», a-t-il ajouté. Laurent Wauquiez a de nouveau affirmé qu'il fallait «remettre tout à plat» et «rassembler pour refonder», via les «états généraux» de la droite annoncés la veille pour la rentrée, selon plusieurs participants, d'après lesquels il n'y a pas eu de fronde anti-Wauquiez, malgré quelques expressions dissonantes. Plusieurs ont fait valoir qu'il fallait rester unis derrière celui qui est le président du parti. Le président de LR a plaidé pour une approche «ouverte» pour «reconstruire avec toutes les générations et les sensibilités», en évoquant les «lignes à trancher», sur plusieurs thèmes: économie, dépenses publiques, écologie, alliances et gouvernance, ont rapporté plusieurs participants. «Il ne s'agit pas de demander des têtes au bout de piques, mais il faut un aggiornamento idéologique pour notre parti», a plaidé Guillaume Peltier, premier vice-président des Républicains, selon des propos rapportés. «Ce n'est pas possible de repartir dans une querelle de personnes et d'ego», a jugé Annie Genevard, vice-présidente de l'Assemblée et secrétaire générale de LR. Ainsi, si Wauquiez assure assumer la responsabilité de la défaite, il reste décidé à garder sa place de président de LR malgré les appels lancés par quelques personnalités de droite, à l'instar de Valérie Pécresse. Mais c'est surtout sur la ligne du parti que le travail reste aujourd'hui à faire et de toute évidence la droitisation du programme du mouvement de droite n'a pas porté ses fruits. Reste à savoir quelles solutions seront apportées et surtout si LR finira par se rapprocher des centristes et par adopter une ligne proche de celle de Alain Juppé. F. M.

Grève générale au Soudan

Voyageurs, entreprises et presse bloqués

Des centaines de voyageurs sont coincés hier à Khartoum, les employés des terminaux de bus entamant leur deuxième jour de grève à l'appel des meneurs de la contestation pour faire pression sur l'armée soudanaise, qui refuse de transférer le pouvoir aux civils. Face à l'impasse des négociations avec les généraux qui ont pris le pouvoir après avoir écarté le président Omar el-Béchir le 11 avril, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, a appelé à une «grève générale» de deux jours à partir de mardi. Des milliers d'employés d'institutions gouvernementales, de banques, d'entreprises du secteur privé ou encore des terminaux portuaires de Port-Soudan (est), pôle économique vital du pays, ont rejoint la grève, affirmant que seul un gouvernement civil pourrait sortir le pays de la crise politique. Hier matin, l'aéroport de la capitale a commencé à reprendre ses activités malgré le

maintien de la suspension des vols des compagnies soudanaises Badr, Tarco et Nova. La veille, de nombreux employés avaient marqué un arrêt de travail. Au principal terminal de bus de la ville, nombre de voyageurs coincés tentent hier de trouver un moyen de transport privé pour rejoindre leur destination, les employés des compagnies de bus ayant décidé de maintenir leur grève. «C'est la deuxième fois en deux jours que je viens au terminal avec ma famille», se désespère Mohamed al-Amin, qui souhaite se rendre dans l'État du Kassala (est). «J'essaye de louer une voiture avec d'autres passagers». Plusieurs journaux n'ont pas pu imprimer leur édition. «Mon journal ne fait pas grève mais nous ne pouvons pas l'imprimer car les techniciens» la font, a écrit sur son compte Twitter Al-Hindi Ezzeddine, propriétaire du journal Al-Mjhar. Peu avant le début de la grève, les dirigeants du mouvement de contestation avaient indiqué que

des médecins, des avocats, des procureurs mais aussi des employés des compagnies nationales d'électricité, de distribution de l'eau, de télécommunication ainsi que de l'aviation civile et des transports publics y participeraient. Les manifestants, rassemblés depuis le 6 avril devant le siège de l'armée, demandent désormais un pouvoir civil pour remplacer les généraux. La détermination du mouvement de contestation, déclenché le 19 décembre par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, n'empêche pas les généraux de résister aux appels de la communauté internationale à transférer le pouvoir aux civils. Les négociations sur la composition d'un futur Conseil souverain qui doit gérer une période de transition de trois ans ont échoué sur la répartition des sièges entre militaires et civils et sont à l'arrêt depuis plus d'une semaine.

Etats-Unis

Construction

d'un mur privé à la frontière mexicaine

■ Un ancien militaire américain a lancé la construction de la première portion d'un mur privé le long de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, utilisant de l'argent collecté en ligne auprès des partisans de Donald Trump.

Par May H.

« **C** est une manière à l'américaine de dire "Congrès, vous ne servez à rien et nous nous battons pour ça. Nous allons construire (le mur) nous-mêmes" », lance Jeff Allen, co-proprétaire du terrain où le mur privé est mis sur pied.

« Ce n'est pas l'Europe. C'est l'Amérique. Nous protégeons nos frontières », a déclaré Jeff Allen, cité par l'agence AFP, pendant que des ouvriers s'activaient pour mettre en place des morceaux de la palissade sur ses terres de la ville de Sunland Park, près de la ville mexicaine de Ciudad Juarez.

Dans son entreprise, l'homme, âgé de 56 ans, est accompagné par des membres des United Constitutional Patriots (UCP), une petite milice armée dont le chef avait été arrêté le mois dernier pour port d'arme prohibé.

L'UCP s'est donnée comme mission de patrouiller à la frontière jusqu'à ce que le mur promis par Donald Trump soit achevé.

La construction de ce mur privé est financée par la société « We Build The Wall » (nous construisons le mur), affirme Jeff Allen. Cette compagnie a été lancée par Brian Kolfage, ancien combattant amputé de trois membres, afin d'aider M. Trump à ériger son mur.

L'ancien conseiller de Donald Trump, le stratège d'extrême droite Steve Bannon, en préside le comité consultatif.

Plus de 22 millions de dollars ont déjà été versés par les internautes via une plateforme de financement participatif.

Selon les autorités, 98 052 migrants ont été appréhendés entre octobre à avril dans le secteur de cette ville frontalière de Ciudad Juarez.

Le locataire de la Maison-Blanche n'a pas réussi à pousser le Congrès à allouer les milliards de dollars souhaités pour achever le mur à la frontière mexicaine, promesse phare de sa campagne, bras de fer qui avait conduit en début d'année à la plus longue paralysie des administrations fédérales de l'histoire, pendant plus d'un mois.

Il a ensuite déclaré l'« urgence nationale », qui permet de réalouer à son projet des fonds fédéraux déjà validés. Mais un juge fédéral de Californie a provisoirement bloqué cette procédure vendredi.

La nouvelle barrière privée mesure 800 mètres de long et répond aux mêmes critères que les clôtures frontalières érigées par le gouvernement, selon M. Allen.

Interception de près de 300 migrants clandestins d'Amérique centrale

Près de 300 migrants clandestins d'Amérique centrale ont été arrêtés, mardi, lors d'une



opération des forces de l'ordre mexicaines dans l'Etat de Chiapas, à la frontière avec le Guatemala, a indiqué hier le procureur général.

Ces migrants illégaux, dont plusieurs dizaines de mineurs, étaient répartis dans neuf autocars qui s'apprêtaient à prendre la route à partir du quartier San Agustín, dans la ville de Comitán (sud du pays), à destination de la frontière américaine, a précisé le parquet dans un communiqué.

Cette opération s'est soldée par l'arrestation de 9 trafiquants de migrants, a souligné la même

source. Cette caravane de migrants, qui comptait des Guatémaltèques et des Salvadoriens, est entrée illégalement au territoire mexicain par le pont international de Rodolfo Robles qui relie le Mexique au Guatemala.

L'opération d'arrestation intervient alors que le président mexicain Andrés Manuel López Obrador avait indiqué vouloir freiner le flux de migrants centra-méricains qui traversent le Mexique à destination des Etats-Unis, afin notamment de garantir leur sécurité.

Depuis octobre, des milliers

de migrants originaires d'Amérique centrale, formant des caravanes, ont traversé le Mexique dans l'espoir d'entrer aux Etats-Unis et d'échapper ainsi à la violence et à la pauvreté dans leurs pays.

Amnesty International a récemment déploré que le Mexique expulsait des milliers de migrants originaires d'Amérique centrale sans prendre en compte leur droit à être traités comme de potentiels réfugiés, par exemple s'ils sont persécutés par des organisations criminelles dans leur pays.

M. H./APS

Nigeria/Violences

Plus de 20 000 déplacés vers le Niger depuis avril

Plus de 20 000 personnes ont été contraintes de se réfugier au Niger depuis avril en raison d'une récente flambée de violence dans le nord-ouest du Nigeria, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

« La majorité des nouveaux arrivants sont des femmes et des enfants », a précisé le porte-parole du HCR à Genève, Babar Baloch, cité par des médias.

Après leur arrivée dans la région de Maradi, au Niger, les personnes qui ont fui le Nigeria disent avoir assisté à « des déchaînements de violence contre des civils, dont des attaques à la machette, des enlèvements et des violences sexuelles ».

Toutefois, l'agence onusienne note que cette dernière recrudescence de la violence

« n'est pas liée au groupe terroriste Boko Haram ». Des personnes fuiraient pour diverses raisons, notamment des affrontements entre agriculteurs et éleveurs de différents groupes ethniques, ainsi que des enlèvements contre rançon dans les Etats nigériens de Sokoto et Zamfara.

Dans ces conditions, le HCR « s'inquiète de la détérioration de la sécurité au Nigeria » et collabore étroitement avec les autorités nigériennes pour fournir des prestations de base et enregistrer les nouveaux arrivants. Plus de 18 000 personnes ont déjà suivi le processus initial d'inscription jusqu'à présent. Le HCR, d'autres agences onusiennes, ainsi que les partenaires, étudient avec le gouvernement la possibilité de les transférer dans des villes et des villages situés plus à

l'intérieur des terres. Toutefois, les violences perpétrées par des éléments de Boko Haram dans la région de Diffa se sont également intensifiées de façon considérable depuis 2018, avec un très lourd bilan en termes de victimes civiles ainsi que des mouvements secondaires sans précédent dans la région.

A l'heure actuelle, la région de Diffa accueille près de 250 000 personnes déracinées, dont des réfugiés nigériens et des citoyens nigériens déplacés dans leur propre pays.

L'agence onusienne note que le Niger garde ses frontières ouvertes malgré la violence qui continue de sévir dans plusieurs pays voisins au Nigeria, au Mali et, plus récemment, au Burkina Faso.

R. M.

Journée mondiale des migrants et des réfugiés

Le pape François dénonce les méchancetés de l'époque

Le pape François a dénoncé lundi « les méchancetés et les laideurs de notre temps » qui entraînent un rejet des migrants, dans un message à l'occasion de la Journée mondiale des migrants et des réfugiés.

« Les méchancetés et les laideurs de notre temps accroissent notre crainte des autres », les inconnus, les marginalisés, les étrangers. Cela se constate particulièrement aujourd'hui, face à l'arrivée de migrants et de réfugiés qui frappent à notre porte à la recherche de protection,

de sécurité et d'un avenir meilleur », a-t-il souligné dans ce message.

Le texte de ce message, préparé de longue date, a été rendu public au lendemain des élections européennes, marquées par une poussée de l'extrême droite, qui veut fermer les portes de l'Europe aux migrants.

« La crainte est légitime, notamment parce qu'il manque une préparation à cette rencontre. Le problème n'est pas tant d'avoir des doutes et des craintes.

Le problème, c'est quand ceux-ci

conditionnent notre façon de penser et d'agir au point de nous rendre intolérants, fermés, et peut-être même – sans nous en rendre compte – racistes », a insisté le pape argentin.

« De violents conflits et de véritables guerres ne cessent de déchirer l'humanité, les injustices et les discriminations se succèdent (...) et ce sont surtout les plus pauvres et les plus défavorisés qui en font les frais », a poursuivi le pape François.

L'attitude à l'égard des migrants « constitue une sonnette d'alarme qui nous

avertit du déclin moral qui nous guette », a mis en garde le souverain pontife.

« Il ne s'agit pas seulement de migrants: il s'agit de n'exclure personne. Le monde actuel est chaque jour plus élitiste et cruel envers les exclus », a lancé le pape, qui a fait de la défense des personnes les plus vulnérables l'un de ses principaux messages.

La prochaine Journée mondiale des migrants et des réfugiés sera célébrée le 29 septembre.

Leyla B.



Coupe d'Algérie de football / CRB - JSMB
L'entame de la finale à 17h

LE COUP D'ENVOI de la finale de la Coupe d'Algérie 2018-2019 entre le CR Belouizdad et la JSM Béjaïa, prévue le 8 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida sera donné à 17h00, a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur sa page officielle Facebook. Le CRB s'est qualifié en finale aux dépens du CS Constantine (aller : 0-1, retour : 2-0 a.p.). De

son côté, la JSMB avait éliminé l'ES Sétif à la faveur de sa victoire à l'extérieur en demi-finale aller (2-1). Lors de la seconde manche, l'Entente s'était imposée à Béjaïa (1-0). Le CRB, qui compte 7 trophées à son palmarès, espère rejoindre en tête le MC Alger, l'ES Sétif et l'USM Alger avec 8 coupes chacun. La JSMB n'a gagné qu'un seul trophée en 2008.

Lors d'une cérémonie à Bologhine
L'USMA reçoit le bouclier et fait la fête

■ C'était une nuit de rêve pour le champion d'Algérie en titre, l'USM Alger, qui a reçu, avant-hier soir dans son antre du stade de Bologhine, le bouclier de champion d'Algérie 2018-2019 de football.



Les Usmsites ont fait la fête

Par Mahfoud M.

La cérémonie avait été décalée après la neutralisation du club à domicile par le MCO, ce qui avait reporté son sacre jusqu'à son succès lors de la dernière journée de la Ligue 1 face au CSC. Le stade Omar-Hamadi a fait le plein ce mardi pour honorer les champions, lesquels sont entrés sur le terrain vers les coups de minuit, vêtus tous d'un maillot rouge et noir, couleurs du club, sur lequel était écrit «We are the champions 2018/2019» avec le chiffre 8 juste au milieu. La sortie des tribunes, qui ont ensuite carrément explosé quand le bouclier de champion leur a été remis, en l'absence des présidents de la Fédération algérienne de football (FAF) et de la Ligue de football professionnel (LFP), respectivement Kheireddine Zetchi et Abdelkrim Medouar. Chants à la gloire du club, fumigènes et autres feux d'artifice s'en sont suivis, au grand bonheur des joueurs et

supporters qui n'ont pas manqué l'occasion d'immortaliser ces moments de joie avec des selfies. «Il n'y a pas de mot pour dire combien cette fête est belle», a résumé le nouveau président du Conseil d'administration de l'USMA, Boualem Chendri, qui a remplacé récemment Ali Haddad, en proie à des déboires avec la justice. De son côté, l'attaquant Abderrahmane Meziane, l'un des artificiers de ce sacre, a estimé que le titre «était celui des supporters», relevant que le match face au CSC était le dernier sous le maillot usmiste, lui qui est convoité par des clubs du Golfe. La fête ne fait que commencer dans les fiels usmistes, de Soustara, à La Casbah, en passant par Bab El-Oued et Zghara, décidés plus que jamais à célébrer comme il se doit cette huitième étoile. Les prochaines soirées de cette fin de ramadhan s'annoncent des plus chaudes.

Un match à huis clos pour l'USMA

Sur un tout autre voler, l'USM Alger a écopé d'un match à huis clos pour «pour utilisation de

fumigènes et jet de projectiles (3^e infraction)». Outre cette sanction, le club algérois devra s'acquitter d'une amende de 200 000 dinars. L'USMA jouera donc son premier match à domicile lors de la prochaine saison 2019-2020 sans la présence de son public. Par ailleurs, l'attaquant de l'ES Sétif, Hamza Banouh, et le milieu de terrain du MO Béjaïa, Aïbout Sofiane, ont écopé chacun de 3 matchs, dont un avec sursis, pour «voie de faits», plus une amende de 30 000 dinars. Le vice-président de l'Olympique Médéa, relégué en Ligue 2, Damaradj Kamel, a écopé d'un an de suspension, dont six mois avec sursis, de toute fonction ou activité en relation avec le football pour «violation de l'obligation de réserve, outrage et atteinte à la dignité et à l'honneur d'un membre de la ligue», à compter du 23 mai 2019. La même sanction a été infligée au secrétaire général du WA Tlemcen (Ligue 2), Berrahal Youcef, pour le même motif. Enfin, en matière de dopage, le défenseur de l'US Biskra, promu en Ligue 1, Sioued Mohamed Assil, a été suspendu pour une période de six mois, dont trois avec sursis à compter du 27 mai 2019, pour consommation «de produits interdits le jour de la rencontre contre le MC El Eulma le 10 avril 2019. Il a toutefois convaincu la commission qu'il n'avait pas l'intention de tricher en vue d'améliorer ses performances sportives mais il a fait preuve de négligence sportive en prenant un médicament figurant sur la liste des produits dopants», explique la LFP.

M. M.

Tennis / Roland-Garros juniors
Rihane jouera sans complexe

LE TENNISMAN algérien Youcef Rihane, qui disputera le tableau final du prestigieux tournoi de Roland-Garros juniors, programmé à Paris du 2 au 8 juin, a conscience que ce rendez-vous mondial constituait «un des moments forts» de sa jeune carrière. «Participer à un tel rendez-vous reste un rêve pour les jeunes joueurs car il s'agit d'un Grand Chelem. Je suis très heureux et fier d'avoir validé mon billet pour ce tournoi qui me tenait à cœur. Roland-Garros est l'un des moments forts de ma carrière chez les juniors jusqu'à maintenant», a déclaré le jeune de 18 ans dans un entretien. Cette qualification a été assurée lors de la dernière semaine d'avril, quand Rihane a réalisé un bond de 19 places dans le classement international juniors, occupant par la suite le 51^e rang mondial. Cette fulgurante ascension du jeune joueur algérien s'explique par sa médaille d'argent au Championnat d'Afrique juniors disputé au Maroc et ses sacres aux tournois internationaux ITF juniors de Cap-d'Ail (France) et Tlemcen, disputés le mois d'avril dernier. «Même si 2019 a débuté timidement pour moi en n'arrivant pas à atteindre des tours avancés dans des tournois internationaux de grade 2 en Tunisie, j'ai pu me rattraper par la suite grâce à l'envie de bien faire

et le travail. Comme j'estime que j'ai réalisé de bons résultats par la suite, ce qui m'a permis d'être dans le Top 50 mondial de ma catégorie», s'est réjoui le natif d'El-Mouradia (Alger). Médaillé d'argent aux Jeux africains de la jeunesse-2018 d'Alger, Rihane occupe actuellement la tête du classement continental juniors. La dernière participation de l'Algérie au tableau final des garçons de Roland-Garros remonte à 2002 grâce à Lamine Ouahab qui avait atteint les quarts de finale, alors que chez les filles, Ines Ibbou y était présente en 2016. Si les têtes de série du tableau final de ce Grand Chelem partent favoris pour atteindre les tours avancés, l'Algérien Rihane ne semble pas se soucier outre mesure du calibre des autres adversaires engagés dans cette épreuve. «Je suis appelé à tirer mon épingle du jeu car en face, il y aura plusieurs tennismen spécialistes de la terre battue. Mais je vais quand même aborder ce rendez-vous sans complexe et jouer toutes mes chances à fond pour bousculer la hiérarchie», a promis Rihane. Ce dernier, unique joueur africain présent dans le tableau final, affrontera probablement au premier tour une des têtes de série, du fait de sa position, lui qui ferme la liste des admis dans cette phase finale.

Athlétisme

Lahoulou présent dans deux meetings à Stockholm et Prague

LE HURDLER algérien Abdelmalik Lahoulou disputera le 400m/haies des meetings de Stockholm et Prague, prévus respectivement les 30 mai et 3 juin, a-t-on appris mardi de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Lahoulou, champion arabe et africain en titre, reste sur une assez bonne performance au Challenge mondial de l'IAAF, disputé le 21 mai à Nanjing (Chine), où il avait occupé la 4^e place avec un chrono de 49.38. A Stockholm, Lahoulou sera opposé à certains grands spécialistes de l'épreuve, notamment, l'Irlandais Thomas Barr (49.41), le Suédois Carl Bengtström (50.20), le Polonais Patryk Dobek (49.23), les Américains TJ Holmes (48.30) et Kenneth Selmon (48.12), ainsi que l'Estonien Rasmus Magi (49.69) et le Norvégien Karsten Warholm (47.64). Même cas de figure au Memorial Josef-Odlozil de République tchèque, puisque là encore Lahoulou sera confronté à certains bons hurdlers, notam-

ment les Américains Johnny Dutch (47.63) et Kenny Selmon (48.12), ainsi que le Sud-africain Cornel Fredericks (48.14), le Polonais Patryk Dobek (48.40) et le Russe Timofey Chaluy (48.57). Auteur de 48.95 aux derniers Championnats arabes disputés au Caire (Egypte), Lahoulou s'est fixé comme principal objectif cette saison les Jeux africains au Maroc et les Mondiaux de Doha.

FAF

Les clubs seront fixés sur les compétitions africaines interclubs

Des responsables des clubs qui représenteront l'Algérie dans les prochaines compétitions africaines 2019-2020, sont conviés à une réunion de travail avec la Commission de l'organe de première instance (OPI), jeudi au siège de la Fédération algérienne de football (FAF), a indiqué cette dernière. Les clubs concernés sont l'USM Alger, champion d'Algérie en titre qui

disputera la Ligue des champions, son dauphin la JS Kabylie et le Paradou AC (3^e) qui sera engagé dans la Coupe de la Confédération. Des responsables du CR Belouizdad et de la JSM Béjaïa seront également présents à cette réunion avec l'OPI, car il s'agit des finalistes de la Coupe d'Algérie dont le vainqueur disputera également la C3. «La réunion avec les repré-

sentants des clubs sera élargie aux services de sécurité ainsi qu'aux Directions de la Jeunesse et des Sports concernées», a-t-on indiqué de même source, en précisant que le débat portera essentiellement sur «l'octroi des licences CAF» tout en essayant de «sensibiliser» les clubs en prévision de leurs aventures continentales.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pour dénoncer «l'attitude» des pouvoirs publics à l'égard du militant Fekhar

Marche de protestation à Ghardaïa

DES CENTAINES de personnes ont manifesté pacifiquement mercredi à Ghardaïa pour dénoncer «l'attitude» des pouvoirs publics et des instances judiciaires à l'égard du militant pacifique des droits de l'Homme, Kamel Eddine Fekhar, qui était détenu depuis le 31 mars et décédé mardi suite à une grève de la faim. Les manifestants brandissant l'emblème national et l'étendard amazigh, ont investi sporadiquement l'artère principale de Ghardaïa menant vers le tribunal et le siège de la wilaya, en demandant l'ouverture d'une enquête «indépendante sur les circonstances» de la mort du D' Fekhar. La polémique perdure sur les causes de la mort du D' Fekhar (54 ans), considéré par les manifestants comme «un martyr et un exemple à suivre». Les manifestants, pour la plupart des jeunes, ont scandé, durant toute la marche, des slogans hostiles au pouvoir judiciaire et au chef de l'exécutif de la wilaya les accusant nommément d'être «à l'origine de la mort du D' Fekhar». «Oulach

Smah Oulach» (pas de pardon) et «libérez les détenus encore incarcérés» ont été, entre autres, les slogans scandés par les manifestants qui ont également appelé à manifester de façon civilisée, sans destruction ni casse, avant que la foule ne se disperse dans le calme. Le militant des droits de l'Homme Kamel Eddine Fekhar, en grève de la faim pour protester contre sa détention jugée «abusive» depuis le début du mois d'avril, a rendu l'âme mardi matin au centre hospitalo-universitaire de Blida où il avait été admis la veille pour des soins intensifs spécialisés en réanimation. Transféré du service carcéral de l'hôpital de Ghardaïa vers le CHU de Blida pour une meilleure prise en charge, en raison de la détérioration de son état de santé suite à son refus de s'alimenter, Fekhar, médecin de formation, a développé une anémie suivie d'une carence alimentaire et d'une déshydratation avant de succomber. Une marche similaire a été organisée dans la nuit de mardi à mercredi.

Slim O./APS

la prison algérienne



Loumis

Djalou@hotmail.com

Diffusion d'une opération chirurgicale à Oran

Plainte contre une aide-soignante

La direction du CHU d'Oran a porté plainte devant le procureur de la République près le tribunal d'Oran contre une aide-soignante ayant diffusé en direct sur Facebook une opération chirurgicale pratiquée sur un malade, a-t-on annoncé mercredi au CHUO. La Direction du

CHU a suspendu cette infirmière activant au service de chirurgie ORL en prévision de sa comparution devant un conseil de discipline pour avoir divulgué un secret professionnel et transgressé la vie privée d'un patient. L'aide-soignante indélicata a filmé une intervention chirurgica-

le sur une malade à son insu et à l'insu du personnel médical opérant et l'a diffusée en direct sur Facebook. Une fois informée, la cheffe du service a avisé la Direction générale du CHUO sur cette affaire, a-t-on indiqué.

O. B.

A quelques jours de l'Aïd

La mercuriale reste «brûlante»

A QUELQUES jours de l'Aïd El Fitr, les prix des fruits et légumes restent inaccessibles aux consommateurs. Les espoirs des petites bourses, de constater une baisse en cette fin du mois sacré se sont vite évaporés. Hier, la tendance générale était à la hausse, pour presque tous les produits, alors qu'habituellement, en pareille période, les prix devraient baisser. Pour plusieurs citoyens, les dépenses du mois de ramadhan ont porté un coup dur à leurs revenus, vu la flambée des prix constatée durant tout ce mois et le scénario se poursuit alors que l'Algérie a déjà dépensé la moitié de son salaire à l'achat des vêtements pour les enfants. Pourtant, le ministre du Commerce, Said Djellab, avait affirmé que «les fruits et légumes seront disponibles en quantités suffisantes et à des prix raisonnables». Ces déclarations n'ont pas eu d'écho. Il n'en est rien. Les prix des fruits et légumes et des viandes ont connu, depuis le début du mois de ramadhan, une augmentation vertigineuse. Les mesures annoncées par les responsables, en grande pompe, sont comme tombées dans l'oreille d'un sourd. Par ignorance ou par refus de la réglementation, les commerçants n'ont pas appliqué les prix de référence instaurés sur certains produits de première nécessité. Pour ne pas déroger à la règle, ils se font un plaisir de saigner à blanc le pauvre citoyen. Cette flambée ne peut avoir d'autre explication que l'apreté du gain à laquelle nous ont habitués les vendeurs en pareilles occasions. «Les prix s'envolent encore, pour la simple raison qu'il y a des commerçants occasionnels qui veulent tirer profit et gagner plus durant les grands événements de l'année», nous explique un père de famille rencontré au marché Clauzel, à Alger. «Le marché n'arrive pas à se stabiliser depuis des mois», se justifie un marchand de légumes. Un

client lance : «Comme chaque année, à l'approche de l'Aïd El Fitr, nous avons constaté que réellement les prix des fruits et légumes connaissent une importante hausse dans la quasi-totalité des marchés de la capitale». «Venez voir par vous-même la nouvelle mercuriale ! Rien n'est à la portée des consommateurs !» nous interpelle une ménagère au marché Meissonnier. «Aujourd'hui, j'ai acheté la tomate à 140 DA, contre 100 DA il y a à peine une semaine», nous dit-elle. «Je suis découragé», nous lance un autre client et d'ajouter : «Je fais le tour des étals depuis une heure, essayant de trouver des produits accessibles. Malheureusement, je n'ai pas pu avoir ce que je voulais». Pour les légumes, et mise à part une stabilité de la pomme de terre, disponible à profusion pour 60 DA le kg, en raison d'une bonne récolte, tous les autres produits ont vu leurs prix grimper. Il s'agit surtout de la tomate qui, bien qu'elle soit un produit de saison, a été cédée hier entre 140 et 160 DA le kg. Le prix de la courgette, qui est un ingrédient incontournable dans la préparation des plats du ramadhan, oscille entre 100 et 120 DA le kilo. L'oignon à 150 DA, les poivrons à 150 DA, les carottes à 100 DA. La laitue, très consommée durant le mois sacré est à 110 DA le kg. Le prix des autres légumes a également doublé, haricot vert à 280 DA, chou-fleur à 130 DA, navet à 140 DA, fenouil et aubergine à 150 DA et concombre à 160 DA. Sans oublier le citron dont le prix varie entre 300 et 400 DA le kg. Les fruits saisonniers ont eux aussi pris l'ascenseur, notamment les fraises cédées il y a quelques jours à 180 DA, ont passé la barre de 250 DA le kg, les bananes à 320 DA, la pastèque à 180 DA le kilo et les pommes entre 600 et 750 DA.

Meriem Benchaouia

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة الشؤون الدينية والأوقاف

МДУИИД АТДЖАИИ

قران الكريم (الأسبوع الثامن والعشرون) الموعود (العيد الفطري)

جائزة الجزائر الدولية لحفظ القرآن ولاحياء التراث الإسلامية

الريضة

جائزة الجزائر الدولية لحفظ القرآن الكريم وتجويده وتفسيره

المسابقة الوطنية التشجيعية لصغار حفظ القرآن الكريم

قصر المعارض ، فندق السوفيتال

من 20 إلى 26 رمضان 1440 هـ

الموافق لـ: 25 إلى 31 ماي 2019 م

Anep gratuit 0072

Le Jour d'Algérie - N° 4794 - Jeudi 30 mai 2019